

Des ressources pour le BTS ESF...

**BC5 - PARTICIPER À LA DYNAMIQUE
INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIALE**

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI : ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI

Date de publication : Février 2024

Rédacteur : Thierry BOUFFECHOUX, enseignant de STMS de l'académie de Normandie

Ce dossier documentaire et pédagogique vise à accompagner les enseignants de STMS dans la préparation de leurs enseignements en BTS ESF. Il ne vise pas à être exhaustif concernant le bloc de compétences 5 mais à proposer un certain nombre de ressources variées, utiles.



Article en ligne



Site



Rapport



Vidéo



Graphique

SOMMAIRE

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI : ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI

INTRODUCTION	p.3
1. ÉVALUER LA PERTE DE L'EMPLOI	p.3
2. INDEMNISER LA PERTE DE L'EMPLOI	p.4
3. LE RSA, UN MINIMUM SOCIAL AVEC UNE CONTREPARTIE ?	p.5
4. OBJECTIF PLEIN EMPLOI ET INSERTION	p.6
5. L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE UN TREMPLIN VERS LE RETOUR À L'EMPLOI	p.7

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI : ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI

INTRODUCTION



Vie publique. [Quel est le champ de la politique de l'emploi ?](#) 2 décembre 2021.

Note de lecture : Cet article présente et définit la politique de l'emploi. L'intérêt majeur de ce document est de repérer la typologie de cette politique, catégorisée en « politiques actives » et « politiques passives ». Par ailleurs le lien entre ces politiques et la situation économique du pays est établi : sont évoquées à cet égard les politiques d'indemnisation. Enfin l'article mentionne les plans et politiques pluriannuels, notamment en ce qui concerne la formation professionnelle.



Vie publique. [Qu'est-ce que le service public de l'emploi ?](#) 11 janvier 2024.

Note de lecture : Cette fiche présente les principaux acteurs du Service Public de l'Emploi. Il permet de revenir à la définition législative du Service public de l'emploi, ainsi qu'à ses moyens budgétaires. De même les étudiant.es pourront repérer les principaux acteurs (« le noyau dur » et les autres opérateurs publics et privés) de cette politique et sa déclinaison en niveaux de territoires.



Préfet du Haut-Rhin. [Service Public pour l'Emploi Local \(SPEL\)](#). 4 novembre 2022.

Note de lecture : Cet article présente le dispositif de service d'emploi local du département du Haut-Rhin. Il définit le SPEL : « *Un Service Public pour l'Emploi Local (SPEL) est composé de l'ensemble des acteurs locaux dans le domaine de l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle avec pour mission de coordonner les politiques mises en place dans ces domaines.* ». Il s'agit d'un dispositif permettant l'identification des freins à l'emploi et de construction concertée de solutions adaptées. Les étudiant.es et les enseignant.es ont par ailleurs accès à un [padlet](#) présentant les formations disponibles sur le territoire du Sud Alsace : métiers, aides et dispositifs, démarches, accès à la maison de la Région, aide au recrutement pour les entreprises... Un contenu contextualisé et actualisé.

1. ÉVALUER LA PERTE DE L'EMPLOI



France Travail. [Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 4^{ème} trimestre 2023](#).



INSEE. [Tableau de bord de la conjoncture](#). Chiffres-clés, 7 février 2024.




DARES. [Les demandeurs d'emploi](#). 25 janvier 2024.

Note de lecture : Cet article de France Travail est une note de conjoncture relative au chômage et demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 4^{ème} trimestre 2023. L'infographie est exploitable et présente l'évolution des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1996.

Tout ceci est à compléter d'une part par l'exploitation du tableau de bord de la conjoncture publié par l'INSEE et d'autre part par le dossier « Les demandeurs d'emploi » publié par la DARES. D'un point de vue sémantique, les étudiant.es pourront cliquer en bas de page sur un onglet qui leur

permettra de comprendre la différence entre les chômeurs et les demandeurs d'emploi, dans la rubrique « Je veux comprendre ».

 INSEE. [Chômage](#). Tableau de bord de l'économie française.

Note de lecture : Plusieurs graphiques interactifs permettent d'accéder aux données statistiques du chômage : taux de chômage, taux de chômage selon le sexe, selon l'âge (depuis 1975 jusqu'au 3^{ème} trimestre 2023). Un autre graphique est consacré au taux de chômage selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2022.



PENICAUD Emilie. [Une photographie du marché du travail en 2022](#). Insee Première, n°1941, 31/03/2023.

Extrait de l'introduction : « [...] Pour la septième année consécutive, le taux de chômage diminue et s'établit à 7,3 % en moyenne annuelle en 2022, soit 3,0 points de moins qu'en 2015. La part du halo autour du chômage diminue également, de 0,2 point par rapport à 2021, atteignant 4,4 % parmi les 15-64 ans. »



PONTON C., SAUMON R., MILLOT C., HOIBIAN S., CHARRUAULT A. [Le rapport des jeunes au travail en 2023 - Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse](#). INJEP, Rapport d'étude, novembre 2023, 54 p.

Note de lecture : Ce rapport est l'analyse d'une enquête annuelle du CREDOC auprès de 4 500 jeunes âgés de 15 à 30 ans et environ 1 000 personnes âgées de 31 ans et plus résidant en France, entre avril et mai 2023. L'objectif est de confronter les résultats de l'enquête aux idées préconçues sur les générations « Y » et « Z ». « *Quelles sont les attentes et les aspirations des jeunes vis-à-vis de leur travail en 2023 ? Se distinguent-elles de celles de leurs aînés ? Quel regard portent les jeunes actifs sur leur emploi actuel ? Comment se projettent-ils dans leur future carrière ?* »... Autant de questions et de réponses éclairantes qui feront échos aux représentations des étudiant.es sur ce sujet. L'infographie est propice à une exploitation en groupes restreints.

2. INDEMNISER LA PERTE DE L'EMPLOI



Unédic. [Allocation d'aide au retour à l'emploi \(ARE\)](#). 4 janvier 2024.

Note de lecture : Cet article présente l'essentiel sur l'allocation de retour à l'emploi (ARE) : conditions, calcul, durée d'affiliation, durée d'indemnisation, cessation, protection sociale. Des exemples et des tableaux de simulation par âge, durée d'emploi etc.



Service-Public.fr. [Allocation Spécifique de Solidarité \(ASS\)](#). 1^{er} avril 2023.

Note de lecture : Un outil de simulation qui permet d'accéder aux informations (conditions, montant, situation matrimoniale...) relatives à ce minimum social qui relaie l'ARE en cas de fins de droits à l'indemnisation chômage.

3. LE RSA, UN MINIMUM SOCIAL AVEC CONTREPARTIE ?



Préfet du Nord. [Emploi : lancement de l'expérimentation à destination des allocataires du RSA de Tourcoing](#). 12 avril 2023.

Note de lecture : Le débat sur le retour au travail des allocataires du RSA a longtemps fait polémique. 19 territoires français ont été choisis par le gouvernement, dont la région des Hauts-de-France et ses trois départements. C'est ainsi que le 31 mars 2023, le département du Nord et la préfecture ont lancé le chantier d'expérimentation et d'accompagnement des allocataires du RSA de Tourcoing.

Extrait de l'article : « *Un des chantiers prioritaires du Gouvernement est le plein emploi. L'objectif est de mobiliser l'ensemble des forces vives du service public de l'emploi pour mieux répondre aux besoins d'insertion des demandeurs d'emploi, notamment les plus éloignés, et aux besoins de recrutement des employeurs. A travers notamment :*

- *le plein emploi qui passe par la valorisation du travail. L'entreprise doit être ouverte à l'école, et l'école doit continuer de s'ouvrir aux entreprises ;*
- *le plein emploi signifie aussi l'emploi pour tous. Il importe donc de s'attaquer résolument à tout ce qui freine l'accès des plus fragiles à l'emploi ; (...)* ».



Département de la Gironde. [Présentation du dispositif RSA – professionnels](#). YouTube, 17 mars 2021, 2'46.

Note de consultation : Cette vidéo institutionnelle est conçue par le Conseil départemental de Gironde (33) et plus particulièrement la Maison des Solidarités. Elle présente le RSA et est destinée aux professionnels de l'insertion. Elle permet par sa simplicité de suivre aisément le dispositif, de l'inscription au suivi par un référent, en passant par l'allocation et les sanctions éventuelles en cas de non-respect.



Vie publique. [Loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi](#). 19 décembre 2023.

Note de lecture : La loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi a pour objectif de réduire le chômage en France à 5% de la population active aux environs 2027. Outre la création de France Travail en lieu et place de Pôle Emploi, les dispositions législatives visent à faire enregistrer les demandeurs d'emploi sans emploi auprès de France Travail. Les personnes demandeuses de l'allocation du RSA le seront automatiquement. Par ailleurs les demandeurs bénéficieront d'une orientation, d'un diagnostic et devront signer un contrat d'engagement. Ils devront effectuer un volet de 15h d'activité hebdomadaires. Il faut préciser que depuis le printemps 2023, une durée de 15 à 20 heures d'activité est expérimentée dans 18 départements pilotes dans le cadre de [l'accompagnement rénové des allocataires du RSA](#). Les mesures seront généralisées à l'horizon 2025.

Extrait : « *Le projet de loi avait été présenté au Conseil des ministres du 7 juin 2023 par Olivier Dussopt, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion et par Jean-Christophe Combe, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées. Il avait été adopté en première lecture, avec modifications, par le Sénat le 11 juillet 2023, puis par l'Assemblée nationale le 10 octobre 2023. Après accord trouvé en commission mixte paritaire le 23 octobre 2023, le Sénat avait voté la version finale du projet de loi le 9 novembre, puis l'Assemblée nationale définitivement le 14 novembre 2023. Le 14 décembre 2023, le Conseil constitutionnel, saisi d'un recours par les députés socialistes, écologistes, communistes et LFI, avait censuré certaines dispositions de la loi pour le plein emploi et*

avait assorti d'autres de réserves d'interprétation. Le gouvernement avait engagé la procédure accélérée sur ce texte. ».

4. OBJECTIF PLEIN EMPLOI ET INSERTION



GUILLUY Thibaut. [Mission de préconfiguration France travail](#). Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, Synthèse de la concertation, avril 2023, 44 p.

Note de lecture : Le rapport rendu par M. Thibault Guilluy répond à une lettre de mission et vise à présenter la synthèse des concertations recueillies sur les territoires. Il s'agit donc de la préfiguration de la création de France Travail. Outre les constats et les propositions il est intéressant pour les enseignant.es et les étudiant.es de lire les pages 6 et 7 de ce rapport parce qu'elles permettent de comprendre le cadre méthodologique et d'identifier les acteurs concernés par ces concertations.

Extrait :

« • France Travail doit-il constituer le point d'entrée de toutes les personnes en recherche d'emploi, inscrites ou non sur la liste des demandeurs d'emploi, quel que soit le public ? Dans l'affirmative, quel serait l'impact de cette approche ?

- Quelle serait l'organisation la plus efficace du diagnostic et de l'orientation des demandeurs d'emploi ?
- Quels sont les grands principes de l'offre de services cible la plus pertinente en matière d'insertion et d'accompagnement pour les différents publics ?
- Comment améliorer la mobilisation du levier de la formation dans la réponse aux besoins des demandeurs d'emploi et des entreprises ?
- Quelle doit-être l'offre cible pour les entreprises et que peut-on attendre de leurs engagements ?
- Quelle stratégie SI et outils numériques communs doit être portée avec l'ensemble des acteurs (opérateurs, collectivités territoriales, associations...)?
- Quelle gouvernance d'ensemble mettre en place, au niveau national et local, avec quels outils pour la mettre en œuvre ?
- Quels moyens budgétaires (dépenses d'intervention et moyens humains) et indicateurs de pilotage (quantitatifs et qualitatifs) doivent être déployés ? »



Vie publique. [France Travail remplace Pôle emploi : ce qui change au 1er janvier 2024 : ce qui change en cinq questions](#). 10 janvier 2024.



Vie publique. [Qu'est-ce que France Travail ?](#) 5 janvier 2024.

Note de lecture : Au 1^{er} janvier 2024, France Travail remplace Pôle Emploi. Cet article répond à des questions essentielles pour les étudiant.es qui ont besoin de repères pour comprendre l'évolution des administrations de l'Etat. Ainsi, pourquoi cette substitution ? Quelle plus-value ? Quels changements pour les entreprises ? Quelles évolutions pour les personnes handicapées et les parents isolés ? Ce que cette réforme induit pour les demandeurs d'emploi et quelles sanctions éventuelles... Cet article est à compléter par la présentation de France Travail à travers ses rôles et son organisation. Attention le site de France Travail est en cours de construction et de réactualisation depuis le 1^{er} janvier 2024.



MAZUIR Valérie. [France Travail, RSA... : ce que prévoit le projet de loi « plein emploi »](#). Les Echos, 15 novembre 2023.

Note de lecture : Cet article permet de comprendre les enjeux de la réforme de Pôle emploi. L'objectif visé par l'exécutif est d'accompagner de manière plus adaptée et plus contraignante les bénéficiaires du RSA dont le nombre stagne à 1,9 million depuis 2017 et ceci malgré la baisse du chômage et la pénurie de main-d'œuvre actuelle.

Extrait de l'article : « L'exécutif mise sur cette transformation pour atteindre le plein-emploi, soit un taux de chômage autour de 5 % en 2027 (contre 7,1 % actuellement) en ciblant les personnes très éloignées de l'emploi. En dépit de la forte baisse du chômage ces dernières années et des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs, le nombre des bénéficiaires du RSA n'a guère diminué depuis 2017, autour de 1,9 million. »



KRIEV Gorgi. [Loi plein-emploi : en matière d'insertion professionnelle, l'union fait la force](#). The Conversation, 21 juin 2023.

Extraits de l'article : « Le 7 juin 2023, le gouvernement a présenté son projet de loi visant à atteindre le plein-emploi, c'est-à-dire un taux de chômage de 5 % (contre 7,1 % actuellement). [...] »

Ce texte prévoit la création de France travail, qui va succéder à Pôle emploi, pour mieux coordonner les acteurs du service public de l'emploi. A partir du 1^{er} janvier 2025, ce guichet unique permettra par exemple l'inscription automatique à France Travail pour toute demande de RSA à la Caisse des allocations familiales (CAF). Actuellement, environ 4 bénéficiaires du RSA sur 10 seulement sont également inscrits à Pôle emploi. »

Note de lecture : Un article qui permettra aux étudiant.es de comprendre la logique de la réforme de Pôle Emploi et de faire le lien entre RSA et reprise d'activité professionnelle.

5. L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, UN TREMPLIN VERS LE RETOUR À L'EMPLOI



BELKHIR Farida, BRANCHU Christine. [L'insertion par l'activité économique : état des lieux et perspectives](#). Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), Rapport N°2022-048R, décembre 2022, 133 p.

Extrait de la présentation du rapport : « L'insertion par l'activité économique (IAE) est un dispositif original qui permet à des publics très éloignés de l'emploi (chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minimas sociaux, ...) et présentant des difficultés sociales (état de santé, précarité...) de bénéficier d'un contrat salarié au sein de structures privées.

L'IAE repose sur la mobilisation de trois leviers : une mise en situation professionnelle, un accompagnement socioprofessionnel, la mobilisation d'actions de formation. Fin février 2022, 137 869 bénéficiaires étaient salariés d'une des 4 000 structures de l'insertion par l'activité économique pour un financement public estimé à 1,5 mds€.

Les investigations font état d'améliorations notables dans la dernière décennie, tant en termes de ciblage des publics que de simplification administrative. Le bilan global de l'IAE demeure toutefois perfectible : la qualité de l'accompagnement professionnel et social peut être renforcée, le mode de financement et d'allocation de l'IAE fait prospérer des inégalités non justifiées, le pilotage administratif pourrait être significativement simplifié. [...] ».

Note de lecture : La synthèse sur les constats et les enjeux, se situe pages 5 à 10.



Ministère de l'Economie et des finances. [Création d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire : mode d'emploi](#). Bercy Infos, 3 octobre 2023.

Note de lecture : Après un rappel des valeurs de l'ESS, ce document présente les différentes formes juridiques d'entreprises de ce secteur d'activité économique. Démarches, avantages, financements... cet article s'adresse aux créateurs d'entreprise. Des liens vers la [loi du 31 juillet 2014](#) et vers [l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale \(ESUS\)](#) complètent l'ensemble.



ESS France. [Panorama de l'ESS : ce que l'ESS apporte à la société](#). Mai 2022, 36 p.

Note de lecture : Ce rapport est à la fois un plaidoyer pour l'économie sociale et solidaire mais aussi une cartographie précise des différents secteurs d'activité et un rappel des principes qui en gouvernent l'action sur les territoires.

Extrait de l'introduction de Jérôme Saddier, président d'ESS France : « *Les deux dernières années, avec leur lot de crises, ont largement renforcé dans l'esprit d'une majorité de nos concitoyens l'idée qu'un changement de modèle économique est nécessaire. Pour une économie plus soucieuse des personnes ainsi que plus cohérente avec les ressources naturelles. Pour une transition écologique qui fasse effet levier sur de grands enjeux de régulation de nos activités humaines. Pour une démocratie plus mature et plus sereine, qui soit en mesure de prendre en charge les délibérations collectives et de susciter l'engagement citoyen.* »

Ce rapport peut être complété par une série de guides, de vidéos et d'actualités disponibles sur le site. En voici 3, choisis parce qu'ils permettent de comprendre le fonctionnement et le rôle économique et humain de l'économie sociale et solidaire :



ESS France. [Travailler dans l'ESS](#). Janvier 2024, 4 p.



ESS France. [Chiffres clés de l'ESS](#).



ESS France. [5 bonnes raisons de travailler dans l'ESS](#). 4 p.



ESS France, [Mettre l'humain au cœur - L'économie sociale et solidaire](#). YouTube, 29 septembre 2021, 3'06.

Note de visionnage : Une vidéo institutionnelle qui, tout en promouvant l'esprit et les valeurs de l'ESS, donne la parole à des acteurs. Des présidents d'associations, responsables d'entreprises et des associés coopérateurs reviennent sur les principes, l'organisation et les enjeux de ce modèle économique différent.



travail-emploi.gouv.fr. [Insertion par activité économique](#).

Note de lecture : Cet article permet d'identifier les différentes structures d'insertion par l'activité économique. Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), associations intermédiaires (AI), entreprises d'insertion (EI), entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI), Territoires zéro chômeur... Voici les principaux acteurs de ce secteur.